

CA1
OL
-1987
NSI

Government
Publications

3 1761 11638375 3





Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761116383753>

CAI
OL
- 1987
N51

Gouvernement
Publications

COMMISSAIRE AUX LANGUES
OFFICIELLES
COMMISSIONER
OF OFFICIAL LANGUAGES



DISCOURS

Direction des communications
Commissariat aux langues officielles
110, rue O'Connor
Ottawa K1A 0T8
Tel. (613) 995-7717

Notes pour une allocution
du
Commissaire aux
langues officielles
D'Iberville Fortier
à la
Communauté francophone d'Edmonton
Faculté St-Jean, Edmonton
le 14 septembre 1987



Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

C'est une journée historique, Radio-Canada l'a dit. Pas à cause de ma visite, bien sûr ! Mais en raison du procès de Calgary qui a débuté aujourd'hui pour la première fois devant juge et jury parlant français. Cela démontre qu'à force de persévérer, on obtient ce qu'on veut. Réjouissons-nous et soyons charitables en souhaitant aussi bonne chance aux inculpés.

I INTRODUCTION

Mais revenons à Edmonton, où l'on ne chôme pas non plus !

- ° rencontres avec les ministres de l'Éducation, avec M. Roger Fréchette et les membres de notre bureau, avec Francophonie Jeunesse, avec le député Léo Piquette qui est devenu un symbole à travers tout le pays de la volonté de faire respecter sa langue, le français avec courage et dignité.
- ° heureux de pouvoir partager avec vous quelques réflexions sur la situation linguistique actuelle en Alberta et au Canada.

II PARLONS D'ABORD D'ÉDUCATION

- ° Notre conversation avec le vice-premier ministre et ministre de l'Éducation supérieure, monsieur David Russell, et le ministre de l'Éducation, madame Betkowski, a permis de discuter de plusieurs questions, notamment la décision récente de la cour d'Appel de l'Alberta dans l'Affaire Bugnet, et du projet de loi 59 sur l'éducation, qui a le mérite de reconnaître la différence entre l'école française et l'assimilatrice école d'immersion, mais qui laisse tant de principes importants comme celui de l'autogestion francophone à la discrétion de réglementations à venir ou de conseils scolaires majoritaires généralement peu désireux de se désaisir de ce qu'ils contrôlent.
- ° Ai rappelé que la Cour d'appel donnait raison aux parents francophones sur le plan des principes :
 - l'article 23 garantit, lorsque le nombre le justifie :
 - un système d'éducation offrant la même qualité d'enseignement que les autres systèmes
 - un système géré par la minorité.Bref, la Cour a mis le gouvernement de la province devant ses responsabilités en lui donnant toute la liberté d'agir dans ce périmètre.

- ° J'ai invité la ministre de l'Éducation à profiter du nouveau projet de loi scolaire pour définir clairement l'engagement du gouvernement de l'Alberta à protéger sa minorité de langue officielle dans ce qu'elle avait de plus fondamental - ses écoles et l'enseignement de sa langue à ses enfants.
- ° souligner le dévouement des membres des comités de parents pour des écoles francophones qui sont maintenant constitués en fédération. C'est grâce à eux que s'effectue -- et s'accélère -- le processus de changement des mentalités.
- ° besoin de mettre un terme au régime des écoles bilingues ou mixtes et au pis aller des écoles d'immersion pour les francophones. L'école doit constituer un milieu linguistique homogène. Comme le disait si bien Danton, "Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple."
- ° les parents francophones doivent avoir leur mot à dire dans la gestion scolaire dès maintenant en attendant que la communauté scolaire francophone se voit conférer de véritables pouvoirs conformément à l'article 23 de la Charte des droits et libertés.
- ° le Conseil des ministres de l'Éducation des provinces canadiennes pourrait et devrait se rendre utile car malgré la diversité des situations d'une province à l'autre, plusieurs problèmes se prêteraient bien à des études communes. Nous en reparlerons avec la Fédération des associations de parents d'élève.
- ° importance de faire des écoles des milieux vraiment communautaires, des centres d'activités francophones. C'est un concept qui me semble très important pour la vie collective des francophones de l'Alberta et j'espère qu'ils n'en démordront pas. Ils devront être aidés davantage, mais il est essentiel qu'ils mettent l'épaule à la roue. Une minorité déterminée est invincible. L'histoire l'a démontré. Cela est encore plus important que le nombre pour ceux qui y croient vraiment. Pendant longtemps par exemple les Franco-ontariens ont été brimés. Maintenant ils ont vraiment été reconnus et peuvent être confiants dans l'avenir.
- ° importance de la Faculté St-Jean (seul établissement post-secondaire pour les Francophones de l'ouest de Winnipeg) dans l'activité éducative et culturelle des francophones et des francophiles de l'Alberta.

- Par exemple, 280 étudiants en 1982-1983
415 étudiants en 1986-1987 dont plus de la moitié
(294) dans le programme de baccalauréat en
éducation.

- ° souligner la croissance étonnante de l'Éducation permanente à la faculté réalisée en partie grâce à un programme innovateur de téléconférence. Compte rejoindre 2 500 personnes dès 1990.
- ° le plan quinquennal dont s'est dotée la Faculté et le projet de "solidification of core" sont le gage d'un avenir linguistique plus riche et plus varié.

De tout cela nous nous sommes entretenus franchement, très franchement.

- ° paradoxe de 1 500 élèves francophones et 21 000 en classe d'immersion qui est une bonne chose, mais s'il est bon pour un groupe d'être "immergé", n'est-il pas encore plus urgent pour l'autre d'avoir les instruments essentiels pour conserver sa propre langue ?

III BILINGUISME ET VITALITÉ LINGUISTIQUE

- ° Au-delà de l'école, il est bien d'autres domaines où le français doit avoir sa place en tant que langue officielle au Canada :
 - Affaire Piquette et statut du français à l'assemblée législative; la tolérance et la générosité croissent au fur et à mesure que recule la peur injustifiée et le sens de la cohésion nationale. La Charte des droits reconnaît à travers tout le Canada que le français et l'anglais sont langues officielles. Certes il faut respecter les compétences provinciales dans les domaines de leur compétence, mais les provinces doivent aussi respecter la Constitution qu'elles ont approuvée.
 - Radio et télévision, rôle de Radio-Canada et de la programmation locale;
 - coup de chapeau à l'hebdomadaire Le Franco-albertain pour son travail remarquable;
 - rôle de leadership des associations;
 - appel à la jeunesse d'assurer la relève.
- ° Les services du gouvernement fédéral -- malgré des progrès, la situation demeure très inégale :

- absence d'offre active;
- absence d'imagination pour concentrer et regrouper le service;
- importance d'exiger le service en français et de porter plainte s'il n'est pas assuré et de se concerter pour que la pression soit efficace.

IV LA NOUVELLE LOI

- ° Le gouvernement fédéral semble prêt à mettre sa propre maison en ordre dans le but de donner à nos minorités francophones le soutien dont elles ont besoin.
- ° "Un peuple est fort, quand les lois ont de la force" (Pubilius Syrus, auteur latin) La nouvelle LLO est un heureux retour à l'esprit des rapports de la Commission B.B., une des expressions concrètes de l'accord du Lac Meech reconnaissant le français et l'anglais comme caractère fondamental, et elle protégera mieux vos droits.
- ° Faits saillants de la nouvelle Loi :

Préambule - reconnaissance de la dualité linguistique;
- respect promotion des langues officielles;
- mesures favorisant l'épanouissement des minorités;
- collaboration avec les provinces et le secteur privé.

Tout cela, vous l'aviez demandé, nous l'avions réclamé.

Communications et services - demande importante (à vous de jouer) et vocation du bureau.
(par exemple : - organismes de contraintes : GRC, douanes, impôt
- organismes culturels : Radio-Canada, Secrétariat d'État
- organismes de santé : pensions (Santé nationale et bien-être social)
- services aux voyageurs : Air Canada, Via Rail)

Langue de travail - un droit formel; obligations des institutions.

Pleine participation - chances égales d'emploi et d'avancement.

Attributions et obligations - mandats clairs :
Conseil du trésor
Secrétariat d'État
Commissariat

Recours en justice - aux individus;
- le Commissaire peut agir en leur nom.

- ° je fonde beaucoup d'espoir sur la confirmation plus précise des droits que représente cette nouvelle Loi, car elle est également un projet de société.
- ° je m'engage personnellement à être solidaire de votre lutte pour la reconnaissance de vos droits linguistiques fondamentaux.

V CONCLUSION

- ° je veux rendre hommage à chacun de vous -- membres de l'ACFA, commissaires scolaires, directeurs d'écoles, enseignants, parents, journalistes, hommes et femmes d'affaires, fonctionnaires -- tous, engagés avec un mélange bien dosé de fermeté, de courage et de lucidité dans la quête d'un avenir collectif meilleur pour les francophones de l'Alberta et du Canada. Et ceux qui ont quitté la famille francophone ne peuvent-ils y revenir comme l'enfant prodigue de l'Écriture; laisseront-ils à nos compatriotes anglophones qui ont compris l'importance de l'enjeu l'immense bienfait de posséder une des plus belle langue au monde.
- ° je partage avec vous cet engagement à garantir à tous les Canadiens des droits linguistiques sûrs et durables. Mais rappelons-nous qu'aucune loi ne protège la société que si elle est vraiment appliquée et que celle des langues officielles ne le sera que si nos communautés de langues officielles appuient pleinement le renouveau législatif. Sûrement il y aura des pertes, cela est inévitable. Mais ce qu'il faut c'est qu'elles soient plus que compensées par des gains. Elles le seront j'en suis sûr car depuis Maria Chappelaine non seulement on peut parler "d'un peuple qui ne sait pas mourir", mais d'un peuple fidèle à lui-même et qui veut vivre.

